1.1 DECRET N° 2007-019 /PM DU 7 FEVRIER 2007 PORTANT STATUT PARTICULIER DES CORPS DE L'ADMINISTRATION GENERALE

ARTICLE PREMIER : En application de la loi 93.09 du 18 janvier 1993 portant Statut Général des Fonctionnaires et Agents Contractuels de l'Etat, le présent décret fixe le statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps des filières de l'Administration Générale ci-après :

- Trésor, Impôts et domaine ;
- Economie Statistiques et Planification ;
- Administration territoriale ;
- Jeunesse et Sports.

CHAPITRE I Dispositions Communes

Article 2 : les corps de fonctionnaires ayant une formation commune, dans un même domaine d'activité sont regroupés dans une filière. La filière peut comprendre des options de spécialisation.

Article 3 : Les corps appartenant aux filières définies à l'ARTICLE PREMIER, relèvent d'un même ministère de rattachement qui est responsable de leur gestion dans le respect des règles édictées par le présent décret.

Les textes créant des filières nouvelles ou des corps nouveaux préciseront, le cas échéant, les assimilations et classements correspondants.

Article 4 : Le corps comprend deux grades. Il peut y être associé un grade spécial qui est pourvu exclusivement parmi les titulaires du corps satisfaisant, aux conditions de connaissances et d'expérience professionnelle.

Le deuxième grade comporte 13 échelons et le premier grade 12 échelons, le grade spécial, lorsqu'il est prévu comporte 10 échelons.

L'accès au corps se fait par le deuxième grade.

Dans chaque corps, une péréquation qui s'établit respectivement entre l'effectif du deuxième grade, celui du premier grade et le cas échéant celui du grade spécial, ainsi que l'échelle de rémunération, seront définies au Chapitre II du présent décret.

Article 5 : L'avancement d'échelon dans le grade a lieu à l'ancienneté uniquement, tous les deux ans, sauf décision prise par le Ministre de rattachement du Corps de le geler pour un agent, selon la procédure prévue par le Statut Général des Fonctionnaires et Agents Contractuels de l'Etat en matière de sanctions disciplinaires.

Article 6 : L'avancement de grade a lieu, conformément aux dispositions du Statut Général des Fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat et de ses textes d'application :

1) Au choix, uniquement pour le passage au grade immédiatement supérieur, par voie d'inscription sur un tableau annuel d'avancement, établi après avis de la commission administrative paritaire compétente, en fonction de la valeur professionnelle des agents qui ont acquis une ancienneté d'au moins un an dans le sixième échelon du deuxième grade;

2) Par voie d'inscription sur un tableau annuel d'avancement, établi après avis de la commission administrative paritaire compétente, après une sélection par voie d'examen professionnel, pour les agents qui ont atteint une ancienneté d'au moins un an dans le troisième échelon du deuxième grade.

Lorsque les modalités 1) et 2) ci-dessus sont combinées, l'ancienneté requise est au moins un an dans le cinquième échelon pour les agents dont l'ancienneté dans le deuxième grade est au moins cinq ans.

Article 7 : Les modalités de promotion de grade ne s'appliquent qu'aux titulaires des corps correspondants ; l'avancement de grade est effectué dans le respect des quotas d'effectifs définis pour chaque filière et, éventuellement, en fonction des vacances d'emplois qui se produisent en cours d'année.

Article 8 : La nomination dans le grade spécial est réservée aux seuls titulaires du corps correspondant remplissant les conditions ci-après :

Avoir une ancienneté de quatre ans dans le premier grade du corps ;

Avoir atteint régulièrement le premier grade, sans encourir une quelconque sanction disciplinaire. ;

Avoir acquis des connaissances exceptionnelles à l'issue d'une formation de neuf mois au moins durant la carrière et ayant un rapport avec sa filière ou son corps.

La sélection pour l'accès au grade spécial est assurée par voie d'examen professionnel.

Il est procédé à la nomination dans le grade spécial dans le respect des quotas d'effectifs définis pour chaque filière, et éventuellement, en fonction des vacances d'emplois qui se produisent en cours d'année.

Article 9 : Les fonctionnaires appartenant aux corps régis par le présent décret, ont vocation à occuper les emplois réservés aux corps auxquels ils appartiennent. Leur emploi dans une fonction ne correspondant pas à leur corps de rattachement ne saurait être qu'à titre exceptionnel et provisoire. Il ne peut en aucun cas, donner droit à l'accès au corps auquel cet emploi est particulièrement réservé.

Article 10 : La nominations des fonctionnaires régis par le présent décret, par intégration à un autre corps, leur détachement sur des emplois autres que ceux réservés à la même filière, leur mise hors cadre ou en disponibilité, sont appréciés, pour tout le secteur concerné, en tenant compte de l'ensemble des fonctionnaires de ces corps, et dans les limites d'un quota qui sauf application de l'aliéna b) de l'Article 51 du statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat ne peut excéder 5%.

Article 11 : En application de l'aliéna C) de l'article 51 du statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat et du présent statut particulier, la promotion interne pouvant porter sur un maximum de 5% des postes mis en concours ou en examen professionnel, est réservée aux fonctionnaires inscrits, sur une liste d'aptitude en vue de leur sélection pour une promotion dans le corps immédiatement supérieur.

Peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude visée à l'aliéna ci-dessus les fonctionnaires remplissant les conditions ci-après :

- Etre au 3^o échelon du deuxième grade depuis au moins un an ;
- Avoir vingt ans au moins d'ancienneté dans la fonction publique ;
- N'avoir pas fait l'objet de sanction disciplinaire du deuxième groupe durant leurs dix dernières années de service ;
- Avoir une moyenne de notes administratives supérieure à 16/20 pour les cinq dernières années de service.

Article 12 : Les fonctionnaires régis par le présent décret, sont tenus, sauf incapacité professionnelle ou physique avérée, de suivre des sessions de formation et/ou de perfectionnement dans leur spécialité.

Ces sessions de formation et/ou de perfectionnement peuvent être modulaires et semestrielles au cas où l'évolution de la spécialité du fonctionnaire impose sa mise à jour professionnelle.

Ces actions de formation et/ou de perfectionnement sont intégrées dans les plans de formation des personnels de chaque filière, élaborés et arrêtés par le Ministre de rattachement, dans les conditions prévues pour la formation continue..

Article 13 : Le recrutement de fonctionnaires dans les corps des filières régies par le présent décret s'effectue par concours, et/ou examens professionnels.

Les arrêtés d'ouverture des concours d'accès aux corps de la filière prévoient la répartition appropriée, le cas échéant, des emplois à pourvoir, entre les concours externe et interne.

En application de l'aliéna 2) de l'article 52 du Statut Général des Fonctionnaires et Agents Contractuels de l'Etat, le concours interne peut être ouvert aux candidats n'ayant pas la qualité de fonctionnaires de l'Etat, sous condition de remplir les mêmes conditions de titre et d'ancienneté prévus au chapitre II du présent décret.

Dans le cadre des dispositions de l'aliéna ci-dessus, la proportion des places réservées à ces catégories, ne peut excéder 5% des places à pourvoir par le concours interne.

Chapitre II : Dispositions Relatives aux Filières

Section I : Filières Trésor, Impôts et Domaine

Article 14 : Les filières Trésor, impôts et domaine correspondent aux emplois spécialisés pour la conception, l'organisation, l'exécution et la gestion des travaux courants en matière de comptabilité publique, d'assiette et de recouvrement des impôts et taxes, de gestion financière et domaniale. La gestion des corps de ces filières incombe au ministre chargé des Finances.

Article 15 : Les filières Trésor, Impôts et Domaine comprennent les corps ci-après :

CAT	2ème Grade		1 ^{er} Grade		Grade spécial	échelle rémunération
	Intitulé	% du corps	Intitulé	% du corps		
A1	Inspecteur principal	65	Inspecteur principal	30	Inspecteur principal	E 6
A3	Inspecteur	70	Inspecteur	30		E 4
B	Contrôleur	70	Contrôleur	30		E 3

Article 16 : Les profils d'emploi et les fonctions de responsabilité accessibles aux corps de ces filières sont définis dans le tableau ci-dessous :

Corps	Grade	Profils d'emploi	Fonctions autorisées
Inspecteur Principal	Grade spécial	Tous emplois de conception, de recherche, de direction, d'exécution et de gestion dans le domaine	Conseil, inspection, coordination, direction, recherche, formation
Inspecteur Principal	2 et 1	Tous emplois de conception, de recherche, de direction, d'exécution et de gestion dans le domaine	Conseil, inspection, coordination, direction, recherche, formation
Inspecteur	2 et 1	Tous emplois de conception, d'encadrement, d'exécution et de gestion dans le domaine	Toutes fonctions de responsabilité d'un niveau de chef de service
Contrôleur	2 et 1	Tous emplois d'application et d'exécution dans le domaine	Toutes fonctions de responsabilité d'un niveau de chef de division

Article 17 : L'accès aux corps de la présente filière s'effectue conformément aux dispositions du Statut Général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat, et sous conditions de titres scolaires, universitaires ou professionnels et d'expérience professionnelle préalable, telles que définie dans le tableau ci-après :

Corps	Recrutement		Titularisation
	Voie externe	Voie Interne	
Inspecteur principal	Titre requis : Diplôme du deuxième cycle au moins de l'Enseignement supérieur en droit, en économie, en administration ou en sciences sociales, obtenu après le baccalauréat de l'enseignement secondaire, suivi d'une formation spécialisée de deux années à l'ENA .Age limite de recrutement : 30 ans ----- Diplôme du deuxième cycle au moins de l'Enseignement supérieur en droit, en économie, en administration ou en sciences sociales, obtenu après le baccalauréat de l'enseignement secondaire, dans un établissement reconnu par l'Etat Age limite de recrutement : 30 ans	Accès au corps par concours interne suivi de deux années de formation à l'ENA ou tout autre établissement reconnu par l'Etat. Ne peuvent se présenter au concours que les agents titulaires des corps de niveau A3 des filières des corps interministériels et/ou administratifs ou assimilés, ayant une ancienneté d'au moins cinq années. ----- Examen professionnel après inscription sur une liste d'aptitude conformément à l'article 51 du Statut Général dans la limite de 5 % des postes mis en concours, ou en examen professionnel prévu à l'article 11 ci – dessus -----	Après obtention diplôme requis ----- Après un Stage concluant de deux ans en poste ----- Après un Stage concluant de deux ans en poste
Inspecteur	Titre requis: Diplôme de premier cycle au moins de l'enseignement supérieur en droit, en économie, en administration ou en sciences sociales , obtenu après le baccalauréat de l'enseignement secondaire, suivi d'une formation spécialisée de deux années à l'ENA .Age limite de recrutement : 28ans ----- -Diplôme du premier cycle au moins de l'Enseignement supérieur en droit, en économie, en administration ou en sciences sociales, obtenu après le baccalauréat de l'enseignement secondaire, dans un établissement reconnu par l'Etat Age limite de recrutement : 30 ans	Accès au corps par concours interne suivi d'une année de formation à l'ENA ou tout autre établissement reconnu par l'Etat. Ne peuvent se présenter au concours que les agents titulaires des corps de niveau B des filières des corps interministériels et/ ou administratifs ou assimilés, ayant une ancienneté d'au moins cinq années. ----- Examen professionnel après inscription sur une liste d'aptitude conformément à l'article 51 du Statut Général dans la limite de 5 % des postes mis en concours, ou en examen professionnel prévu à l'article 11 ci – dessus -----	Après obtention diplôme requis ----- Après un Stage concluant de deux ans en poste ----- Après un Stage concluant de deux ans en poste
Contrôleur	Titre requis : Diplôme du Baccalauréat de l'enseignement secondaire au moins suivi d'une formation spécialisée de deux années à l'ENA Age limite de recrutement : 25 ans	.	Après obtention diplôme requis

Section II :
Filière Economie, Planification Et Statistiques

Article 18 : La filière Economie Statistiques, et Planification correspond aux emplois spécialisés pour la conception, l'organisation, l'exécution, la gestion et les travaux courants en matière d'économie de planification et de Statistiques.

La gestion des corps de cette filière incombe au ministre chargé de l'Economie.

Article 19 : La filière Economie Statistiques, et Planification comprend les corps ci-après :

CAT	2ème Grade		1er Grade		Grade spécial	Echelle rémunération
	Intitulé	% du corps	Intitulé	% du corps		
A1	Economiste Statisticien principal Economiste principal	65	Economiste Statisticien principal Economiste principal	30	Economiste Statisticien principal Economiste principal	E 6
A2	Economiste Statisticien Economiste	65	Economiste Statisticien Economiste	30	Economiste Statisticien Economiste	E 5
A3	Attaché de travaux	70	Attaché de travaux	30		E 4

Article 20 : Les profils d'emploi et les fonctions de responsabilité accessibles aux corps de la filière sont définis dans le tableau ci-dessous :

Corps	Grade	Profils d'emploi	Fonctions autorisées
Economiste Statisticien principal Economiste principal	Grade spécial	Tous emplois de conception, de recherche, de direction, d'exécution et de gestion dans le domaine.	Conseil, inspection, coordination, direction, recherche, formation
Economiste Statisticien Economiste	2 et 1		
Attaché de travaux	2 et 1	Tous emplois de mise en œuvre et d'encadrement	Toutes fonctions de responsabilité d'un niveau de chef de service

Article 21: L'accès aux corps de la présente filière s'effectue conformément aux dispositions du Statut Général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat, et sous conditions de titres scolaires, universitaires ou professionnels et d'expérience professionnelle préalable, telles que définies dans le tableau ci-après :

Corps	Recrutement		Titularisation
	Voie externe	Voie Interne	
Economiste Statisticien principal Economiste principal	Titre requis : -Diplôme d'ingénieur dans la spécialité, obtenu cinq années d'études au moins dans un établissement reconnu par l'Etat, sur la base d'un baccalauréat scientifique Age limite de recrutement : 30 ans	Accès au corps par concours interne suivi d'une année de formation à l'école nationale d'administration ou dans tout autre Etablissement spécialisé reconnu par l'Etat. Ne peuvent se présenter au concours que les agents titulaires des corps de niveau A2 des filières des corps administratifs ayant une ancienneté d'au moins cinq années. ----- Examen professionnel après inscription sur une liste d'aptitude conformément à l'article 51 du Statut Général dans la limite de 5 % des postes mis en concours, ou par voie d'examen professionnel prévu à l'article 12 ci - dessus	Après un an de stage concluant en poste ----- -- Après un stage concluant de deux ans en poste.
Economiste Statisticien Economiste	Diplôme : - Diplôme d'ingénieur dans la spécialité, obtenu quatre années d'études au moins dans un établissement reconnu par l'Etat, sur la base d'un baccalauréat scientifique Age limite de recrutement : 30 ans	Accès au corps par concours interne suivi d'une année de formation à l'école nationale d'administration ou dans tout autre Etablissement spécialisé reconnu par l'Etat Ne peuvent se présenter au concours que les agents titulaires des corps de niveau A3 des corps administratifs ou assimilés, ayant une ancienneté d'au moins cinq années ----- .Examen professionnel après inscription sur une liste d'aptitude conformément à l'article 51 du Statut Général dans la limite de 5 % des postes mis en concours, ou par voie d'examen professionnel prévu à l'article 12 ci - dessus	Après un an de stage concluant en poste ----- ----- Après un stage concluant de deux ans en poste
Attaché de travaux	Diplôme : -Diplôme du Baccalauréat de l'enseignement secondaire suivi d'une Formation spécialisée d'au moins deux ans dans un établissement reconnu par l'Etat Age limite de recrutement : 28 ans	.	Après un an de stage concluant en poste

Section III : Filière Administration Territoriale

Article 22 : (Abrogé par le décret n°2014/011 du 05 février 2014 portant statut particulier des Corps des Administrateurs du ministère de l'intérieur)

Article 23 : (Abrogé par le décret n°2014/011 du 05 février 2014 portant statut particulier des Corps des Administrateurs du ministère de l'intérieur)

Article 24 : (Abrogé par le décret n°2014/011 du 05 février 2014 portant statut particulier des Corps des Administrateurs du ministère de l'intérieur)

Article 25 : (Abrogé par le décret n°2014/011 du 05 février 2014 portant statut particulier des Corps des Administrateurs du ministère de l'intérieur)

SECTION IV : FILIERE JEUNESSE ET SPORTS

Article 26 : (Abrogé par le Décret n°2016-198 /PM du 23/11/2016 portant Statut Particulier applicable aux corps de la Jeunesse et des Sports)

Article 27 : (Abrogé par le Décret n°2016-198 /PM du 23/11/2016 portant Statut Particulier applicable aux corps de la Jeunesse et des Sports)

Article 28 : (Abrogé par le Décret n°2016-198 /PM du 23/11/2016 portant Statut Particulier applicable aux corps de la Jeunesse et des Sports)

Article 29 : (Abrogé par le Décret n°2016-198 /PM du 23/11/2016 portant Statut Particulier applicable aux corps de la Jeunesse et des Sports)

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 30 : Le corps d'administrateur de la RIM régi par le décret n° 62. 024 du 17 janvier 1962, est maintenu en régime d'extinction.

Les corps d'inspecteur, de contrôleur et d'agent d'exploitation des postes et télécommunication régis par les décrets n°69/386, 69/387, 69/388 du 27/11/69, sont constitués en corps d'extinction.

Article 31 : Les corps d'administrateurs de régies financières, d'inspecteur du contrôle économique, d'agent technique du trésor et d'agent du contrôle économique sont constitués en corps d'extinction.

Pour la constitution initiale des corps de la filière Trésor, il est fait appel :

*Aux personnels titulaires à la date d'effet du présent décret, des corps de l'Administration Economique et Financière régis par les décrets 386, 387 et 388 du 27/11/69 et régulièrement affectés sur les emplois normalement dévolus aux corps de cette filière qui seront reclassés conformément au tableau ci-dessous

ANCIENS CORPS		TEXTES LES REGISSANT	NOUVEAUX CORPS ET CATEGORIES
CATEGORIE	CORPS		
A	Administrateur des Régies Financières	Décret n° 69-386 du 27/11/1969	Inspecteur principal des Impôts et Domaines Cat. A1
	Inspecteur des Impôts et du cadastre	id°	Inspecteur des Impôts et Domaines Cat.. A3
B	Contrôleur des Impôts et du cadastre	Décret n° 69-387 du 27/11/1969	Contrôleur des Impôts et Domaines Cat.. B

Aux personnels auxiliaires conformément aux dispositions de l'Article 36 ci-après.

Article 32 : Les corps d'ingénieurs principaux de la statistique ; ingénieurs statisticiens, régis par le décret 77/129 du 13/05/1977 complétant et modifiant les décrets n° 69-386 du 27 novembre 1969 portant dispositions statutaires applicables aux corps classés en catégorie A, sont constitués en corps d'extinction.

Pour la constitution initiale des corps de la filière Economie, planification et statistiques il est fait appel :

* Aux personnels titulaires dans les emplois normalement dévolus aux corps de cette filière notamment ceux régis par le décret 77-129 du 13/05/77 qui seront reclassés dans les conditions de titres prévues par le présent décret ;

* Aux personnels auxiliaires conformément aux dispositions de l'article 36 ci-après.

Article 33 : Les corps des Assistant des travaux statistiques et des Agents de la Statistique, régis par le décret n° 77-129 du 13/05/77 complétant et modifiant les décrets n° 69-387 et 388 du 27 novembre 1969 portant dispositions statutaires applicables aux corps classés en catégorie B, sont constitués en corps d'extinction.

ANCIEN CORPS		TEXTES LES REGISSANT	NOUVEAUX CORPS ET CATEGORIES
CATEGORIE	CORPS		
A	Ingénieur principal de la statistique	Décret n° 77-129 du 13 Mai 1977	Economiste Statisticien principal Planificateur principal CAT. A1
	Ingénieur statisticien		Economiste Statisticien Planificateur CAT A2
			Attaché des travaux CAT A3

Article 34 : Pour la constitution initiale des corps de la filière Administration territoriale, il est fait appel :

* aux personnels titulaires à la date d'effet du présent décret, des corps de l'administration générale régis par les décrets 386 et 387 du 27 novembre 1969 et régulièrement affectés sur les emplois normalement dévolus aux corps de cette filière qui seront reclassés conformément au tableau ci-dessous :

ANCIENS CORPS		TEXTES REGISSANT	LES NOUVEAUX CORPS
CAT	INTITULE		ET CATEGORIES
A	Administrateur Civil	Décret n° 69-386 du 27 novembre 1969	Administrateur territorial. Cat. A1
	Attaché d'Administration générale	id°	Attaché d'Administration territoriale Cat. A3

* Aux personnels auxiliaires conformément aux dispositions de l'article 36 ci-après.

Article 35 : Les corps des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; commissaires ; Assistants de jeunesse et d'éducation sportive, et de contrôleur, du travail régis par les décrets n°69/386 et 69-388 du 27 novembre 1969, sont constitués en corps d'extinction.

La constitution initiale des corps de la filière Jeunesse et Sports s'opère dans les conditions définies ci-après:

* Les fonctionnaires des corps des Inspecteurs de la jeunesse et des sports et Inspecteurs adjoints de la jeunesse, de catégorie A, régis par le décret n° 69-386 du 27 novembre 1969, sont reclassés respectivement dans les nouveaux corps des Inspecteurs principaux de la jeunesse de catégorie A1, des Inspecteurs de catégorie A3 ;

ANCIENS CORPS		TEXTES REGISSANT	LES NOUVEAUX CORPS
CATEGORIE	INTITULE		ET CATEGORIES
A	Inspecteur de jeunesse et des Sports	Décret n° 69-386 du 27 novembre 1969	Inspecteur principal, Cat. A1
	Inspecteur adjoint de jeunesse Inspecteur adjoint d'Education Physique et Sportive		Inspecteur, Cat. A3

* Les agents auxiliaires régulièrement affectés sur des emplois normalement dévolus aux nouveaux corps de cette filière seront reclassés dans les conditions prévues à l'article 36 ci-après.

Article 36 : Les agents auxiliaires de l'Etat occupant des emplois administratifs ou techniques ouvrant droit aux échelles de rémunération A, B et C au sens de la loi 74-071 du 2 Avril 1974 et correspondant à un corps de fonctionnaire, seront reversés dans les nouveaux corps de fonctionnaires correspondant à leur vocation professionnelle, s'ils satisfont aux conditions fixées au tableau ci-dessous à la date de publication du présent statut.

ANCIENNE CATEGORIE	ECHELLE REMUNERATION	TITRES SCOLAIRES ou UNIVERSITAIRES	NOUVELLE CATEGORIE
A	GA2 EA2	2 ^{em} Cycle de l'enseignement supérieur obtenu sur la base du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou titres reconnus équivalents	A1 : Au deuxième grade du corps et à un échelon correspondant à leur ancienneté minorée de deux ans
	TA2	Diplôme d'ingénieur ou d'enseignement supérieur obtenu 5 ans sur la base du baccalauréat scientifique ou titres reconnus équivalents	
	TA1	Diplôme d'ingénieur ou d'enseignement supérieur obtenu 4 ans sur la base du baccalauréat scientifique ou titres reconnus équivalents	A2 : Au deuxième grade du corps et à un échelon correspondant à leur ancienneté minorée de deux ans
	TA1	Diplôme d'ingénieur ou d'enseignement supérieur obtenu 2 ans sur la base du baccalauréat scientifique ou titres reconnus équivalents	A3 : Au deuxième grade du corps et à un échelon correspondant à leur ancienneté minorée de deux ans
	GA1 EA1	1 ^{er} Cycle de l'enseignement supérieur obtenu sur la base du baccalauréat ou titres reconnus équivalents	
B	GB1 EB1	Baccalauréat de l'enseignement secondaire ou titres reconnus équivalents	B : Au deuxième grade du corps et à un échelon correspondant à leur ancienneté minorée de deux ans

Les agents auxiliaires de l'Etat occupant des emplois administratifs ou techniques ouvrant droit aux échelles de rémunération A, B et C au sens de la loi 74-071 du 2 Avril 1974 et correspondant à un corps de fonctionnaire, qui ne satisfont pas aux conditions fixées à l'alinéa 1) ci-dessus, seront dans un délai de six mois à la date de publication du présent statut, soit reversés sur leur demande dans les nouveaux corps de fonctionnaires correspondant à leur vocation professionnelle, sans ancienneté au premier échelon du deuxième grade, soit maintenus d'office dans leurs emplois mis en régime d'extinction.

Article 37 : Le reclassement des fonctionnaires au grade et à l'échelon des nouveaux corps se fera dans le respect des droits acquis.

Article 38 : Les corps administratifs régis par le présent décret, classés en catégorie D, et régis par le décret N° 69/389 du 27/11/1969 et ses textes modificatifs, sont constitués en corps d'extinction

Article 39 : Les décrets 69.386, 69.387, 69.388, et 69.389 du 27 novembre 1969 sont abrogés pour toutes les dispositions qui concernent les corps régis par le présent décret.

Article 40 : Les ministres de la Fonction Publique et de l'emploi, de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications, des Finances, des Affaires Economiques et du Développement et de la Culture, de la Jeunesse et des Sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la RIM.